

Transdev : le dialogue au point mort, la grève reconduite

La première réunion de négociations n'a pas abouti. 60 % de grévistes et un réseau Enviva perturbé

Le dialogue était au point mort, hier, entre les salariés grévistes de Transdev et la direction de la société arlésienne. Plus de 60 % d'entre eux ont cessé le travail hier matin à l'appel des trois syndicats, CGT, FO et CFDT. Beaucoup se sont retrouvés pour un piquet de grève devant le parking qui fait habituellement office de dépôt central des autobus rouges et blancs. Sauf hier matin. "Ils ont déplacé les bus parce qu'ils pensaient qu'on allait bloquer la sortie", s'étonnait Mohamed Bouaziz, délégué FO. Guylène Risselin, pour la CGT, abondait : "On nous fait passer pour des délinquants alors qu'on n'a jamais rien cassé..."

Un peu plus loin, le directeur de Transdev Arles, Thibault Verdon, et son supérieur, Antoine Séguret, discutaient avec un petit groupe. Sans souhaiter s'exprimer devant la presse de la situation qui a amené de fortes perturbations sur le réseau Enviva. En effet, dans les rues d'Arles, à Tarascon, Saint-Martin-de-Crau, Boulbon et Saint-Pierre-de-Mézoargues, très peu de bus ont circulé hier : seulement la moitié des transports scolaires et un fonctionnement partiel sur les lignes 1 et 2, les principales du réseau.

"Avec cette direction, c'est sanction sur sanction."

"On est désolés pour les usagers mais aujourd'hui, on arrive à bout. On a tout essayé, promet Mohamed Bouaziz. On a fait trois alarmes sociales, on a fait des courriers à l'Inspection du travail..." "Plusieurs réunions ont eu lieu avant ce préavis de grève, il y a eu du dialogue social", indique Anne-Cécile Charil, responsable de la communication de Transdev.

Les syndicats justifient d'abord ce mouvement social par les conditions de travail "qui se sont dégradées depuis un an et demi". Depuis l'arrivée d'une nouvelle direc-



À l'appel de trois syndicats, plus de 60 % des salariés de Transdev Arles étaient en grève hier. Ils s'étaient installés devant le dépôt des bus Enviva, dans la zone Nord d'Arles. / PHOTO VALÉRIE FARINE

tion mandatée par Veolia, actionnaire à 50/50 avec la Caisse des dépôts de Transdev. "Le malaise est commun à tous les métiers, pas seulement aux conducteurs", poursuit-il. Et de citer le cas de la boutique Enviva, en centre-ville d'Arles : "Ils étaient cinq. Deux salariés sont en maladie et ils n'ont pas été remplacés." "Les conditions de travail ne s'améliorent pas du tout. On travaille à la minute avec des horaires qui ne sont pas bons", ajoute la déléguée CGT.

Et puis, "avec cette direction, c'est sanction sur sanction", attaque un collègue FO. "Effectivement, il y a eu huit convocations pour motif disciplinaire depuis le début de l'année, indique Anne-Cécile Charil. Cela arrive lorsque le règlement intérieur n'est pas respecté. Cela peut aller d'un accrochage avec un véhicule à une absence non justifiée. Mais cet entretien n'implique pas forcément une sanction." Autre sujet de grogne des salariés : les contrôles systématiques lors des arrêts maladies. Transdev : "La politi-

que de l'entreprise, par souci d'équité, est de contrôler systématiquement tous les arrêts, sauf maladie grave ou hospitalisation."

Les grévistes et les syndicats déplorent aussi un certain mépris, un manque de concertation et des conditions salariales qui, du coup, ne sont pas à la hauteur. Eux réclament une augmentation de 2,5 % quand la direction ne proposerait que +0,6 %. "On ne peut pas dire qu'il n'y a pas d'argent puisqu'ils ont embauché une boîte de sécurité", s'insurge Mohamed Bouaziz en désignant deux vigiles, censés surveiller l'action de grévistes pourtant tranquillement installés à côté d'eux.

Du côté de la direction, on préférerait attendre la fin de la journée et des négociations pour s'exprimer sur le sujet, visiblement sensible. Dans l'après-midi, un accroc a failli mettre un terme prématuré à la première réunion de négociations, lorsque la direction a refusé de recevoir les délégués syndicaux de Transdev Arles

s'ils étaient accompagnés de leurs responsables de branche ou locaux. Finalement, les délégués CGT, CFDT et FO se sont assis à la table des négociations. Avec des conclusions différentes. "On nous a fait monter dans le bureau pour nous dire qu'on ne nous proposait rien", indiquait FO. "Une première réunion a eu lieu, le dialogue social est vraiment en cours. Aucun accord n'a pu pour l'instant être trouvé", commente sobrement la communication de Transdev, qui est resté sur +0,6 % d'augmentation, la proposition d'une "commission paritaire pour les contrôles des arrêts maladie" et un effort pour "caler l'organisation des commissions de discipline".

Les deux parties se sont quittées sans trouver d'accord hier en fin d'après-midi. "Il va y avoir d'autres rencontres. Le dialogue est ouvert du côté de l'entreprise", assure Transdev.

Sylvain PIGNOL

Pour connaître l'état du trafic aujourd'hui, rendez-vous sur www.tout-enviva.com et ☎ 0 810 000 818.

Service minimum ?

Les salariés en grève de Transdev ont eu la surprise de voir rouler hier à Arles des autocars de la société Alizés, filiale de Transdev installée à Istres. "Tout est fait pour casser la grève. C'est illégal, et nous allons déposer un référé", indiquait Guylène Risselin de la CGT. "On a vraiment été surpris, ils ont sous-traité ça à une filiale, ce n'est pas du service minimum", commente Mohamed Bouaziz, de FO. "Nous devons poursuivre le dialogue social mais on doit aussi mettre en place un service minimum." Sans grand espoir puisque dans un communiqué, Transdev disait : "Nous conseillons aux clients qui en ont la possibilité de trouver une alternative pour la réalisation de leur voyage, les véhicules du réseau risquant d'être surchargés."